

N°005 du Lundi 18 au Dimanche 25 Mai 2026 - Prix: 300 Fcfa

# Agro-Pastoral NEWS

Bâtissons avec le Partenaire du monde rural

AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

**Un Conseil national de lutte contre la vie chère fait la promotion de l'élevage local**

**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

## Ouattara préconise une mobilisation accrue des ressources propres



**SOMMET AFRICA FORWARD**

**Plaidoyer pour le développement agricole en Afrique**



AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

# Un Conseil national de lutte contre la vie chère fait la promotion de l'élevage local

À moins d'une semaine de la Tabaski 2026, le Conseil national de lutte contre la vie chère (CNLVC) renforce ses actions sur le territoire pour promouvoir l'élevage local en Côte d'Ivoire.



Mardi 12 mai 2026, cette structure, rattachée au Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, a organisé une visite médiatique, dans une exploitation de l'Association Braves et Éleveurs, sis à quelques kilomètres de Toumodi. Conduite par la Secrétaire exécutive du CNLVC, Dr Ranie-Didice Bah-Koné, cette visite avait pour but de valoriser les capacités de production locales en matière de bétail et de rassurer les populations sur les mesures prises par le gouvernement pour assurer l'approvisionnement du marché national en moutons et en bœufs à l'occasion de la fête de la prochaine Tabaski. « Nous sommes venus dans cette ferme pour montrer que l'élevage local existe et qu'il est performant. Partout sur le territoire national, on retrouve ce type d'exploitations qui produisent des moutons et des bœufs

locaux », a indiqué Dr Bah-Koné, se confiant à Abidjan.net. Selon elle, cette initiative traduit la volonté des autorités ivoiriennes de promouvoir la consommation des produits locaux et de renforcer progressivement l'autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire. Elle a insisté sur le fait que les moutons élevés localement répondent pleinement aux exigences du sacrifice de la Tabaski. « Les moutons locaux existent, ils sont disponibles et seront commercialisés aussi bien à Abidjan que

dans les autres localités du pays. Il s'agit d'encourager les populations à privilégier la production locale, capable de satisfaire leurs besoins », a-t-elle affirmé. Face aux inquiétudes suscitées par les restrictions observées dans certains pays voisins concernant l'exportation du bétail, la secrétaire exécutive du CNLVC a tenu à rassurer les consommateurs. « Le gouvernement est à pied d'œuvre pour faire de la Tabaski 2026 une réussite. Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de

l'Artisanat travaille aux côtés du ministère des Ressources animales et halieutiques afin de recenser les fermes et d'évaluer la disponibilité du bétail sur l'ensemble du territoire national », a-t-elle expliqué. Lors de cette visite, M. Abdouramane Boni, technicien vétérinaire, a présenté les différentes activités menées sur le site, notamment l'engraissement des béliers destinés à la Tabaski, l'élevage de taurillons pour les boucheries d'Abidjan ainsi que la production de lait à partir de

vaches laitières. Il a également rassuré les consommateurs sur l'état sanitaire du cheptel. « Les moutons que nous élevons ne présentent pas de maladies transmissibles. Les populations peuvent consommer cette viande en toute confiance », a-t-il déclaré. S'agissant de races élevées dans l'exploitation, il a précisé que les promoteurs misent principalement sur les races locales Djallonké ainsi que sur la race Ladoum du Sénégal, reconnues pour leur résistance au climat et leur bonne adaptation aux conditions d'élevage en Côte d'Ivoire. Le vétérinaire a par ailleurs plaidé pour un accompagnement renforcé de l'État en faveur des jeunes éleveurs et des techniciens, afin d'accroître la production nationale de viande et de lait. Le besoin national ivoirien pour la Tabaski 2026 est estimé à 350 000 têtes de bétail, comprenant ovins et bovins, avec une contribution locale évaluée à 25 %. un taux que les autorités ivoiriennes, selon la Secrétaire exécutive du CNLVC, ambitionnent d'améliorer dans les années à venir, question de mieux juguler la hausse des prix du bétail au plan local.

Audrey MAKADO

## NOIX DE CAJOU À SÉGUÉLA

# Le Conseil du Coton, de l'Anacarde et du Karité se dresse contre le non-respect des prix

Le délégué régional du Conseil du Coton, de l'Anacarde et du Karité (CCAK), Adama Santona Coulibaly, a dénoncé, selon AIP, les pratiques de certains acheteurs qui ne respectent pas les prix officiels fixés par l'État.

C'était lors d'une rencontre qui s'est tenue lundi 11 mai 2026 à Séguéla en présence des responsables des sociétés coopératives, des producteurs, des

acheteurs et pisteurs. M. Coulibaly a affirmé que depuis février, la campagne a démarré avec un prix plancher de 400 FCFA/kg au producteur. Dans certains cas, il a atteint 450 FCFA. Il a déploré les dérives constatées, notamment l'achat de produits humides, pourtant formellement interdit. « Désormais, tout contrevenant s'exposera à des sanctions drastiques, allant jusqu'au retrait d'agrément », a-t-il averti. Le délégué a rappelé que le respect des prix (400

FCFA au champ et 425 FCFA lorsque le producteur transporte sa récolte vers l'acheteur) est une obligation pour garantir la qualité et la crédibilité de la filière. Le président de la société coopérative Copewo, Abdoulaye Soumahoro, a indiqué que les adhérents sont engagés à respecter les prix fixés par le gouvernement. Il a souligné qu'il faut valoriser le travail des producteurs sur qui repose sur la filière les invitant à bien sécher et trier les noix, afin de maintenir la qua-



lité recherchée sur les marchés internationaux. Les deux acteurs ont insisté sur la nécessité d'une discipline collective qui passe par le respect des itinéraires techniques, le séchage rigoureux

et la conservation adéquate. Selon eux, seule la qualité permettra de maintenir la compétitivité de la région et d'assurer des revenus justes aux producteurs.

Aristide KOFFI



SOCIÉTÉ EDITRICE:  
MOAHE COMMUNICATION  
Tel.: +225 27 22 23 87 66  
Cel.: +225 05 06 91 97 36  
+225 07 07 87 98 43

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:  
Abidjan Cocody Angré 7è Tranche  
ilot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR  
DE PUBLICATION :  
Charles Lambert TRA BI  
+225 07 07 87 98 43

RÉDACTEUR EN CHEF :  
André SELFOUR  
+225 05 45 05 05 01

SERVICE COMMERCIAL :  
+225 01 52 83 72 72  
01 01 04 50 00

INFOGRAPHISTE :  
Consty HENNEKA

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR  
DE LA RÉPUBLIQUE :  
N° 013 du 10 avril 2026

DÉPÔT LÉGAL : En cours de constitution

TIRAGE : 5.000 exemplaires

IMPRESSION : SNPECI

DISTRIBUTION : EDIPRESSE

AGRICULTURE DURABLE

# Une organisation veut mobiliser 98 milliards de F cfa au profit des femmes et jeunes

L'Organisation nationale des agriculteurs de Côte d'Ivoire (ONACI) a lancé, jeudi 14 mai 2026, un plaidoyer pour la mobilisation de 98 milliards FCFA destinés au financement de projets de résilience climatique au profit des agriculteurs, particulièrement des femmes et des jeunes.



L'annonce a été faite à l'Université Nangui Abrogoua d'Abidjan, par le délégué des agriculteurs ivoiriens, Faustin Mambo, lors d'une conférence de presse consacrée à la première édition de la Journée mondiale de l'agriculteur prévue du 16 au 18 juin à Alépé. Selon lui, cette initiative vise à apporter des réponses concrètes aux effets du dérèglement climatique qui affectent de plus en plus les productions agricoles, notamment les sécheresses, les inondations et la dégradation des terres cultivables. « Il ne faudrait pas que cette journée soit une simple célébration. Nous devons mobiliser des fonds pour répondre concrètement aux défis de la résilience climatique », a déclaré M.

Mambo. Le responsable agricole a expliqué que les ressources attendues serviront notamment à financer des activités génératrices de revenus au profit des jeunes et des femmes vivant autour des forêts classées, afin de réduire la pression exercée sur les massifs forestiers. « Faute d'emplois, plusieurs jeunes et femmes sont tentés d'exploiter les forêts classées. Avec ces moyens, nous pourrions développer des alternatives éco-

nomiques et mettre en place des mécanismes communautaires de surveillance », a-t-il ajouté. Dans une première phase pilote, l'ONACI souhaite obtenir un financement initial de 130 millions FCFA pour le démarrage des activités. Face aux bouleversements climatiques, l'organisation préconise également une modernisation des pratiques agricoles à travers le développement des cultures sous serre et des sys-

tèmes d'irrigation. « Les saisons ne sont plus respectées. Quand nous attendons la pluie, c'est le soleil qui arrive, et inversement. Cela nous oblige à adapter nos méthodes de production », a expliqué Faustin Mambo. L'ONACI appelle également à la promotion d'une agriculture plus saine, avec une réduction de l'utilisation des produits chimiques au profit des solutions biologiques, afin de préserver la santé des consomma-

teurs et l'environnement. Durant trois jours, la Journée mondiale de l'agriculteur réunira des panels de haut niveau sur la sécurité alimentaire, le financement agricole et l'adaptation climatique, ainsi que des rencontres B2B, des expositions de produits agricoles, des visites de terrain et des distinctions honorifiques. Placée sous le thème « *Quelle politique agricole résiliente pour les agricultrices, actrices clés de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire face aux défis du changement climatique ?* », cette rencontre ambitionne également de formuler des recommandations à soumettre aux autorités ivoiriennes et aux partenaires au développement. Le délégué des agriculteurs ivoiriens a, par ailleurs, salué la collaboration de l'ONACI avec plusieurs structures du secteur agricole, notamment l'ANADER et des organisations interprofessionnelles, ainsi que l'appui des autorités ivoiriennes à cette initiative présentée comme une première mondiale portée par la Côte d'Ivoire.

Source : AIP

## TABASKI 2026

# Le MIRAH incite les fidèles à s'offrir des béliers locaux

Lundi 11 mai 2026, M. Assoumany Gouromenan, Directeur de cabinet du Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, a échangé avec une délégation du Conseil suprême des imams, organisations et structures sunnites en Côte d'Ivoire (CODISS) à quelques jours de la Tabaski.

Pour cette rencontre, il s'agissait d'inciter les communautés musulmanes à privilégier les béliers élevés localement, destinés à être mis sur le marché pour satisfaire les besoins d'approvisionnement à l'occasion de la Tabaski. La rencontre était destinée à informer la communauté musulmane de la disponibilité de moutons élevés en Côte d'Ivoire, bien que ceux-ci soient généralement de plus petite taille que les moutons importés du Sahel, traditionnellement privilégiés par les fidèles pour le sacrifice rituel. Selon lui, l'objectif principal est d'encourager les guides religieux à relayer ce message auprès des fidèles, afin de réduire la pression sur les importations et

de valoriser la production nationale, tout en assurant que des dispositions sont prises pour inciter les producteurs à commercialiser leur production. Le directeur de cabinet a souligné que la situation de cette année est particulièrement préoccupante en raison des difficultés d'approvisionnement en bétail en provenance des principaux pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire, notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ce dernier étant historiquement le principal pourvoyeur. M. Assoumany a également indiqué que face aux contraintes d'acheminement du bétail observées depuis 2022, le gouvernement a décidé de promouvoir la consommation des moutons locaux. En réponse, le secrétaire exécutif du CODISS, Diarra Siaka, a assuré que du point de vue islamique, les béliers locaux peuvent parfaitement être utilisés pour le sacrifice, à condition qu'ils respectent les prescriptions religieuses, notamment l'âge minimum requis de six mois et les conditions de bonne santé de l'animal. Il a par



ailleurs rappelé que l'Islam offre plusieurs alternatives aux fidèles, notamment la possibilité de recourir au bovin, pour lequel jusqu'à sept personnes peuvent s'associer pour accomplir le sacrifice. « Le contexte est exceptionnel, les mesures doivent donc l'être également. Si les conditions religieuses sont respectées, il n'existe aucun obstacle à l'utilisation des moutons

disponibles localement », a-t-il affirmé. Les guides religieux ont ainsi pris l'engagement de sensibiliser leurs fidèles à travers les mosquées, les associations islamiques ainsi que les sermons de la prière de l'Aïd, afin d'accompagner la démarche gouvernementale et de favoriser une meilleure acceptation des moutons locaux sur les marchés. La Côte d'Ivoire a un besoin de 350

000 têtes de bétail (ovins et bovins) durant la période de la Tabaski 2026. Le besoin spécifique du district autonome d'Abidjan est estimé à 120 000 têtes. La contribution locale couvre 25 % des besoins nationaux, soit 87 500 têtes, tandis que les 75 % restants, soit 262 500 têtes sont importés.

Déborah SANZAN

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

# Ouattara pour une mobilisation accrue des ressources propres du continent

Le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, avait conduit la délégation ivoirienne au sommet « Africa Forward », qui s'est tenu les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, au Kenya.



En marge du sommet « Africa Forward 2026 », le Ministre Bruno Koné a effectivement participé, mardi 12 mai 2026, à une session de haut niveau consa-

crée au renforcement des systèmes agricoles et alimentaires durables en Afrique. Présidée par le Président mauritanien, Mohamed Ould Ghazouani, cette table

ronde a réuni plusieurs chefs d'État et de gouvernement, des responsables institutionnels, des partenaires internationaux ainsi que des acteurs majeurs du développement autour d'un enjeu crucial pour le continent : bâtir une agriculture résiliente, capable de garantir la souveraineté alimentaire de l'Afrique. Les échanges ont porté sur plusieurs priorités stratégiques, notamment l'intensification durable de la production agricole, la valorisation des chaînes de valeur locales, le renforcement des infrastructures rurales ainsi que l'harmonisation des politiques agricoles régionales, en vue d'accélérer la transformation structurelle du secteur agricole africain. Aux côtés du Chef du Chef de

l'Etat Alassane Ouattara, le Ministre de l'Agriculture, Bruno Nagné Koné avait pris part à Nairobi, à la cérémonie d'ouverture du sommet Africa Forward, en présence des Présidents Emmanuel Macron et William Ruto, ainsi que d'une trentaine de Chefs d'État et de Gouvernement. À la tribune de haut niveau, le Président Alassane Ouattara a réaffirmé l'impérieuse nécessité, pour l'Afrique, de consolider sa souveraineté économique et financière par une mobilisation accrue de ses ressources propres, afin de soutenir l'investissement productif, moteur d'une croissance durable et d'une prospérité partagée.

André SELFOUR



## FILIÈRE VIVRIÈRE

# Trois marchés de gros en cours pour moderniser le secteur

Ce projet vise à moderniser la commercialisation des produits vivriers, réduire les pertes post-récoltes et renforcer la souveraineté alimentaire.



La Côte d'Ivoire a annoncé la construction de trois marchés de gros à Abengourou, Abidjan et Daloa. Cette initiative, présentée par Bernard Kini Comoé, Ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, chargé des Productions vivrières, s'inscrit dans la réforme encadrant les marchés de gros. Selon le communiqué officiel publié lundi 4 mai, le projet s'intègre au Plan national de développement (PND) 2026-2030. L'objectif est d'améliorer l'appro-

visionnement, le stockage, le transport et la distribution des produits vivriers, afin de réduire les pertes post-récolte, limiter l'instabilité des prix et renforcer la résilience du système alimentaire national. Les réformes introduisent notamment une gestion professionnalisée des marchés,

la création de commissions spécialisées (hygiène, discipline, traçabilité) et l'intégration de marchés relais pour fluidifier la chaîne d'approvisionnement.

Marchés d'intérêt national

Pilier de la sécurité alimentaire ivoirienne, le secteur vivrier contribue à environ 5,7 % du PIB national et repose sur des productions stratégiques telles que l'igname, le manioc, la banane plantain, le riz et les cultures maraîchères. Toutefois, selon les autorités, les insuffisances persistantes en matière de stockage, de transport et de commercialisation continuent de freiner son développement. Pour faire face à ces défis, le gouvernement entend s'appuyer sur la mise en place de marchés d'intérêt national (MIN) afin de mieux organiser les circuits de distribution, réduire le nombre d'intermédiaires et garantir une meilleure qualité des produits vivriers. Dans cette dynamique, plusieurs programmes structurants ont déjà été engagés, no-

tamment : les deux phases du Programme national d'investissement agricole (PNIA 2012-2017 ; PNIA 2017-2025), d'un coût cumulé de 13 915 milliards FCFA (25 milliards \$) ; les agro-pôles régionaux destinés à renforcer la transformation locale ; ainsi que des dispositifs financiers comme le PURGA (85 milliards FCFA) et le Fonds à coûts partagés (43 milliards FCFA), destinés à soutenir les PME agricoles. Il s'agit de bâtir des marchés plus performants au bénéfice des producteurs comme des consommateurs et de renforcer la résilience du système alimentaire ivoirien. Et ce, afin de moderniser durablement le système de commercialisation des produits vivriers.

MYNA

# Le gouvernement face à la colère des producteurs de cacao

La tension monte dans les zones cacaoyères de Côte d'Ivoire. Après plusieurs manifestations de producteurs dénonçant des stocks de cacao invendus et des paiements en attente, le Conseil du Café-Cacao (CCC) prévoit d'envoyer des responsables dans le centre-et du pays afin de calmer la situation.



Selon une source proche du Conseil Café-Cacao (CCC) citée par Reuters, une mission officielle doit se rendre à M'Batto, une ville où des dizaines de planteurs ont récemment bloqué des routes pour réclamer le paiement de leurs récoltes. La police avait dispersé les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, fait face depuis plusieurs mois à une accumulation de fèves invendues. Cette situation est apparue entre novembre et décembre, après une forte baisse des prix mondiaux, devenus inférieurs aux prix garantis localement par le CCC. Pour limiter les pertes, le gouvernement avait lancé un programme de rachat des stocks. Mais sur le terrain, de nombreux producteurs affirment ne toujours pas avoir reçu l'argent correspon-

dant à leur cacao récolté pendant la grande campagne, entre octobre et mars. Cette attente provoque un profond découragement chez les cultivateurs, qui craignent désormais pour la prochaine récolte. Dans la région de Daloa, au centre-ouest du pays, une coopérative regroupant plus de 300 producteurs affirme détenir encore environ 150 tonnes de cacao invendu. Son responsable, Albert Konan, explique que les retards

de paiement fragilisent fortement les exploitants : « Cette situation aura un impact sur la prochaine récolte, car les producteurs comptaient sur cet argent pour entretenir leurs plantations. »

**« Des agriculteurs n'ont même plus les moyens de se soigner »**

Des négociants internationaux estiment que la crise reste pour

l'instant localisée et n'affecte pas encore les marchés mondiaux. Mais ils craignent des conséquences sur la prochaine saison si le problème perdure. Dans l'ouest du pays, notamment à Soubré et Duékoué, plusieurs producteurs disent avoir été contraints de vendre leur cacao au prix de la petite récolte, nettement inférieur. Alors que le prix officiel de la grande campagne atteignait 2 800 francs CFA par kilogramme, certains cultivateurs

ont dû céder leurs fèves à seulement 1 300 francs CFA le kilo afin d'éviter qu'elles ne pourrissent. Salif Koné, planteur près de Duékoué, témoigne : « Nous ne pouvons pas obtenir les 2 800 francs CFA par kilogramme. Les fèves de la grande récolte se détériorent, alors je les ai vendues à 1 300 francs CFA. »

**Les organisations agricoles appellent à une solution rapide**

La Plateforme ivoirienne pour un cacao durable, organisation engagée dans la défense des producteurs, reconnaît l'existence de stocks toujours invendus et de paiements non effectués. Sa responsable, Pauline Zei, affirme que l'État a déjà pris certaines mesures pour réduire les stocks, mais que des difficultés persistent : « Certains lots ont été achetés, mais les producteurs n'ont toujours pas été payés. Nous comprenons leur détresse. » Cette crise intervient alors que les producteurs ivoiriens continuent de percevoir une faible part de la valeur finale du chocolat vendu dans le monde, malgré l'envolée des prix du cacao observée en 2024.

Source : Africanews

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

# Des agriculteurs seront célébrés du 16 au 18 juin prochains

L'organisation nationale des agriculteurs de Côte d'Ivoire (ONACI), une structure qui promeut la sécurité alimentaire dans le pays, a annoncé le jeudi 14 mai à Abidjan, la tenue d'une activité dénommée " Journée mondiale de l'agriculteur " qui se tiendra du 16 au 18 juin 2026, à Montezo dans la localité d'Alépé. Cette journée est organisée autour du thème : « Quelle politique agricole résiliente pour les agricultrices, actrices clés de la souveraineté et de la sécurité alimentaire face aux défis du changement climatique ? ». A en croire, Mambo Faustin, le président de l'ONACI, l'objectif de cette célébration est de positionner l'agriculteur, en particulier, l'agricultrice au cœur des politiques de souveraineté et sécurité alimentaire face au changement climatique. « Les agriculteurs sont les premiers garants de la vie. En Afrique,



l'agriculteur doit réduire la dépendance aux importations. Cette célébration ne sera pas une simple fête. Ce sera une plateforme de solutions », a dit M. Mambo au cours d'une conférence de lancement. Poursui-

vant, il a salué le rôle crucial des femmes dans l'agriculture ivoirienne estimant qu'elles sont " au cœur de la souveraineté alimentaire ». Expliquant le choix de la localité d'Alépé pour abriter cette journée dédiée aux agriculteurs,

le président de l'ONACI a indiqué que cette ville est « une terre de courage et un carrefour qui illustre le génie des producteurs ivoiriens ». Par ailleurs, M. Mambo a fait savoir que plusieurs activités dont des panels, des rencon-

tres B2B et un planting d'arbres, sont au menu de cette célébration qui durera 72 heures. Il a ajouté que plus de 30 pays sont attendus à cet événement qui mettra l'accent sur les enjeux de la souveraineté alimentaire et du changement climatique. Avant lui, David Manouan, l'un des adjoints au maire d'Alépé, a insisté sur la nécessité de la transformation des matières agricoles appelant dans la foulée, les jeunes, à s'intéresser à l'agriculture. Créée en mai 2021, l'ONACI qui revendique plus de 35000 membres, a entre autres, pour missions de, promouvoir la sécurité alimentaire et le bien-être des agriculteurs, accompagner la modernisation du secteur agricole et contribuer à la structuration des chaînes de valeur agricole.

Source : Abidjan.net

## SOMMET AFRICA FORWARD

# Le WASOP au cœur de la transformation de l'économie bleue en Afrique de l'Ouest

Le West Africa Sustainable Ocean Programme (WASOP) a réalisé une participation particulièrement stratégique au Africa Forward Summit 2026 (SAF 2026), qui s'est tenu du 11 au 12 mai 2026 à Nairobi, au Kenya.



À travers cette présence de haut niveau, le WASOP confirme son rôle de catalyseur de l'économie bleue durable en Afrique de l'Ouest, en mobilisant partenaires techniques, institutions financières internationales et acteurs publics et privés autour d'investissements structurants à fort impact. Une participation intense et hautement stratégique à travers le SAF 2026 qui a été organisé sous le haut patronage des Présidents de la République du Kenya et de la République française, et réunissant chefs d'État et de gouvernement, institutions financières internationales, représentants de l'Union africaine, secteur privé, organisations de la société civile et jeunes leaders. C'est dans ce cadre que le WASOP s'est imposé comme l'une des initiatives les plus ambitieuses du continent en matière de gouvernance coordonnée des océans, de développement de l'économie bleue et de protection des écosystèmes marins et côtiers. Financé par l'Union européenne à hauteur de

59 millions d'euros dans le cadre de l'initiative Global Gateway, le programme s'inscrit pleinement dans l'approche Team Europe et dans le Pacte européen pour l'océan. Son ambition est claire ; il s'agit de transformer les engagements politiques en investissements concrets capables de renforcer la sécurité alimentaire, la résilience climatique et les perspectives socio-économiques des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Des annonces majeures ont été annoncées à Nairobi à l'occasion du sommet, où le WASOP et ses partenaires ont dévoilé deux initiatives phares destinées à accélérer la transition maritime et portuaire. Une ligne

de crédit AFD-BOAD pour soutenir l'ambition climat et océan. L'Agence française de développement (AFD) a instruit une ligne de crédit au profit de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) afin de renforcer la dimension climat-océan de la banque régionale. Cette initiative est accompagnée d'une assistance technique du WASOP. Un document d'intention a été signé entre l'AFD, la BOAD et Expertise France, en présence de l'Union européenne.

## Le lancement du Blue & Green Port Network

L'Association de Gestion des

Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a lancé officiellement le « Blue & Green Port Network », un réseau destiné à fédérer les acteurs publics et privés engagés dans la transition environnementale des ports et du transport maritime. Ce réseau va bénéficier de l'appui technique du WASOP pour promouvoir des opérations portuaires plus durables, plus compétitives et mieux adaptées aux défis climatiques. Un accord de partenariat a été également signé entre Expertise France et l'AGPAOC, couvrant la collaboration avec le WASOP et le projet SCOPE Africa consacré à la sécurité portuaire. Une vision commune pour des ports plus

verts et plus bleus réaffirmée par le WASOP au SAF 2026, qui avec ses partenaires comptent renforcer les synergies régionales, mobiliser des financements responsables, catalyser l'investissement privé et accélérer la transition des infrastructures portuaires vers des modèles plus verts et plus bleus. L'objectif est de consolider la compétitivité, la résilience et la durabilité des chaînes logistiques et maritimes, tout en favorisant une meilleure valorisation des ressources marines.

Le WASOP a coorganisé, le 11 mai 2026, dans l'"Agora Produce du Business Forum", un "side event" intitulé : « Économie bleue : souveraineté maritime et valorisation durable des ressources ». Cette rencontre a mis en lumière les outils de financement de l'Union européenne et de la BOAD, ainsi que les partenariats public-privé destinés à soutenir une économie bleue durable et compétitive en Afrique de l'Ouest. Le WASOP, moteur de l'économie bleue ouest-africaine par son engagement au Africa Forward Summit 2026, a confirmé son statut de plateforme régionale de référence pour la transformation durable du secteur maritime et portuaire. Au-delà des annonces institutionnelles, sa présence à Nairobi a illustré une conviction forte : l'économie bleue constitue l'un des leviers les plus prometteurs pour conjuguer croissance économique, protection des océans, sécurité alimentaire et résilience climatique au service des populations d'Afrique de l'Ouest.

**Sandrine KOUADJO**  
avec Agropasteur

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES PORTS AFRICAINS

# Lancement du « Blue & Green Port Network » à Nairobi

L'occasion du SAF 2026 (Sustainable Africa Forum), qui se tient les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, au Kenya, l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre annoncera officiellement le lancement du « Blue & Green Port Network », un réseau destiné à fédérer les acteurs publics et privés engagés dans la transition environnementale des ports et du transport maritime en Afrique. Cette initiative stratégique vise à promouvoir des opérations portuaires plus durables, plus compétitives et mieux adaptées aux défis du changement climatique. Le réseau bénéficiera de l'appui technique du West Africa Sustainable Ocean Program, un programme



régional qui soutient la gestion durable des espaces maritimes et côtiers en Afrique de l'Ouest. Le « Blue & Green Port Network

» ambitionne de créer une plateforme de coopération et d'échanges entre autorités portuaires, entreprises privées, ex-

perts et partenaires techniques, afin d'encourager l'adoption de bonnes pratiques environnementales, l'innovation technologique

et le renforcement des capacités. En marge de cet événement, un accord de partenariat sera signé entre Expertise France et l'AGPAOC. Cet accord portera notamment sur la collaboration avec le WASOP ainsi que sur le projet SCOPE Africa, consacré au renforcement de la sécurité portuaire sur le continent. À travers cette nouvelle dynamique, les ports africains entendent jouer un rôle de premier plan dans la transition vers une économie bleue durable, conciliant performance économique, protection de l'environnement et résilience face aux changements climatiques.

**Mireille YAPO**  
avec Agropasteur

## SOMMET AFRICA FORWARD

# Le plaidoyer du Président kényan pour le développement agricole en Afrique

**Le prochain choc alimentaire est à nos portes. Selon le Chef de l'Etat du Kenya, William Samoei Ruto, il faut investir dans les jeunes agriculteurs et agricultrices en Afrique, via le FIDA (Fonds international de Développement Agricole). Voici de larges extraits de sa contribution.**



Les secousses dans le détroit d'Hormouz ont encore davantage de répercussions que ne le laissent entendre la plupart des gros titres. Alors que le prix du pétrole brut a dépassé les 100 USD le baril pour la première fois en quatre ans, et que les prix de l'engrais à base d'urée ont bondi de plus d'un quart quelques jours après le déclenchement du conflit en Iran, les préoccupations immédiates dans de nombreuses capitales portent sur l'énergie, la sécurité et l'inflation.

En Afrique, l'équation est différente. Près d'un tiers des engrais commercialisés dans le monde transitent par ce corridor maritime étroit, et les conséquences agricoles les plus fortes devraient se faire sentir dans la seconde moitié de l'année, au moment où les agriculteurs du continent prendront leurs décisions de plantation pour la saison à venir. L'Afrique a déjà vécu ce scénario. Au cours des deux dernières décennies, de nombreux chocs externes – de la flambée des prix alimentaires de 2008 à la pandémie de COVID-19, en passant par la guerre en Ukraine – ont affecté le prix du pain et le coût des engrais sur nos marchés. Chaque fois, les mêmes conséquences : la faim et les déplacements. Or cette fois les conséquences pourraient être encore plus graves. Si le conflit se prolonge au-delà du milieu de l'année et que les prix du pétrole restent au-dessus de 100 USD le baril, 45 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la faim dite aiguë, s'ajoutant aux 318 millions de personnes déjà en situation d'insécurité alimentaire dans le monde. La question la plus importante, cependant, n'est pas de savoir si l'Afrique est exposée ou vulnérable. Car oui, nous le sommes. La vraie question est de savoir comment nous allons réagir. Nous pouvons continuer à

répondre à chaque crise par des importations d'urgence et des appels humanitaires, ou bien saisir ce moment pour bâtir la résilience à long terme dont nos économies – et en particulier nos économies rurales – ont besoin depuis des décennies.

Le Kenya choisit la seconde voie. Trois Kényans sur quatre ont moins de 35 ans, et la plupart des pays du continent présentent un profil similaire. Ces jeunes ne sont pas un problème ; ils constituent la ressource la plus productive dont nos économies n'ont jamais disposé. S'ils seront une source de stabilité et de croissance, ou bien de frustration et de migration, cela va se décider dans la décennie qui vient, et tout particulièrement dans nos zones rurales. La réponse la plus résiliente à un choc sur les engrais n'est pas d'envoyer une cargaison d'engrais. C'est une économie rurale productive qui ne dépend plus des intrants importés comme unique voie vers une récolte. C'est pourquoi nous structurons la transformation de nos économies rurales en nous appuyant sur des pôles agro-industriels d'agrégation au niveau des comtés, les "County Aggregation and Industrial Parks", qui jouent un rôle central dans la feuille de route du Kenya en matière de valeur ajoutée et d'industrialisation. (...)

Dans le cadre du Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya, soutenu par

le Fonds international de développement agricole, des systèmes numériques de coupons électroniques ont permis à près de 150 000 petits exploitants d'accéder à des semences améliorées, à des engrais et à des services de conseil. Plus de 86% des ménages participants déclarent une augmentation de leurs revenus. Près des deux tiers sont sortis de la pauvreté. Les pertes après récolte ont diminué de 85%. Dix nouveaux centres de services agroécologiques sont désormais gérés en grande partie par des jeunes, et montrent que la vulgarisation agricole et la mécanisation peuvent offrir l'opportunité de créer une entreprise en zone rurale, plutôt qu'être assurées par des services d'aide de l'État. La même logique redéfinit la finance rurale.

Le mécanisme Green Finance for Youth Employment (financement vert pour l'emploi des jeunes) mobilisera 15 millions d'USD supplémentaires en crédits verts à un coût accessible pour les jeunes entrepreneurs et entrepreneuses dans l'agro-industrie et l'agriculture climato-compatible. Ce qui relie ces initiatives, c'est ce que l'on appelle de plus en plus l'investissement « au premier kilomètre » : le travail décisif – quoique peu visible – qui consiste à débloquer la première étape des chaînes de valeur agroalimentaires, là où les petits producteurs et productrices rencontrent les marchés, la finance et la technologie. C'est au premier kilomètre que les gains de productivité se jouent ; c'est là que les jeunes entrepreneurs envisagent une perspective – ou montent dans un bus pour partir à la ville; et là que se construit – ou se brise – la résilience face aux chocs comme ceux qui se propagent aujourd'hui depuis le Golfe.

C'est pourquoi les prochains mois sont cruciaux. Au Sommet Africa Forward cette semaine, les chefs d'État africains, les dirigeants du secteur privé, les jeunes et la société civile vont se réunir pour tracer des solutions pour la sécurité alimentaire ou la compétitivité économique, entre autres défis communs. Dans le même temps, les États membres du FIDA viennent de lancer FIDA14, la quatorzième reconstitution des ressources du Fonds, l'un des choix les plus importants de l'année à l'échelle mondiale en matière de financement de la transformation rurale. Les dirigeants africains ont l'occasion de s'unir et de s'engager collectivement à investir dans nos zones

rurales et dans les jeunes qui y vivent, à l'échelle et avec l'ambition que ce moment exige. L'argument est simple. Chaque dollar de ressources de base du FIDA se traduit par environ six dollars d'investissements sur le terrain. La croissance issue de l'agriculture est environ deux à trois fois plus efficace à réduire la pauvreté que celle dans d'autres secteurs, notamment dans les pays les plus pauvres. Un meilleur financement des systèmes agroalimentaires pourrait créer jusqu'à 4 500 milliards d'USD par an d'activité économique dans le monde. Il ne s'agit pas d'aide au sens traditionnel ; il s'agit d'un investissement partagé, où l'Afrique assume sa part du risque comme de la réforme. L'an dernier, avec mes homologues du Ghana et de la Zambie, j'ai plaidé pour que l'architecture financière mondiale fonctionne mieux pour notre continent. Le conflit en Iran a levé les derniers prétextes à prendre encore du retard. Nous pouvons payer l'effondrement rural demain, en coûts humanitaires plus élevés, et en hausse des pressions migratoires et de la volatilité des marchés alimentaires, ou investir aujourd'hui dans la transformation rurale.

L'Afrique ne demande pas la charité. Nous proposons un partenariat. L'ambition est là. L'opportunité n'est plus à démontrer. Les solutions fonctionnent. Le moment de les passer à l'échelle est arrivé.

**Par William Samoei Ruto,  
Président de la République  
du Kenya.**

**Source : CNBC Africa,  
12 mai 2026.**



*« Je rêve d'un avenir où l'agriculteur ivoirien ne sera plus seulement perçu comme un homme de la terre, mais aussi comme un entrepreneur accompli, respecté, prospère... en costume s'il le souhaite. »* Bruno Nabagné Kone, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières.

